



MALGRE LES MILLIONS DE GREVISTES ET MANIFESTANTS DU 13 MAI



FILLON PERSISTE ET SIGNE !

Fait à Saint Cyr, le 15 mai 2003

Dans la nuit du 14 au 15 Mai, le gouvernement, par la voix de F. Fillon, n'a annoncé devant les Confédérations Syndicales que des modifications marginales de son projet de loi : minimum de pension à 85% du SMIC (en 2008 !), pénalité- décote ramenée de 6 à 5% par année manquante après 2012 (merci !!), caisse complémentaire obligatoire pour une partie des primes, et une dizaine d'autres mesures du même acabit. En aucune manière n'a été mis en cause le dispositif de fond visant à l'allongement de la durée de cotisations pour aboutir à une baisse considérable des pensions pour tous les salariés, public comme privé.

Pourtant le 13 Mai, une mobilisation d'une ampleur inégalée depuis 1995, voire 1968, avait secoué le pays pour dire « Retrait du Plan Fillon, Abrogation des Mesures Balladur, retour aux 37.5 annuités pour une retraite à taux plein pour tous, public- privé, avec droit réel à la retraite à 60 ans ». Comme dans toute la Fonction Publique, et dans de larges secteurs du privé, ce sont des centaines de grévistes qui se sont exprimés à l'INRA, venant de toutes les catégories de personnels, dans tous les Centres, petits ou grands. On comptabilise ainsi, dans les premiers chiffres (non définitifs) qui nous sont remontés : 228 à Montpellier, 210 à Toulouse, 200 en Avignon, 180 à Clermont, 176 à Bordeaux, 175 à Rennes, 101 à Dijon, 57 à Orléans-Bourges, 55 à Nancy, 31 en Corse, ..., conduisant à des pourcentages records de grévistes pour l'Institut (par ex. 54 % sur Narbonne- Pech Rouge). Avec près d'un millier d'agents INRA manifestant dans les cortèges, en particulier avec la CGT-INRA.

Et malgré cela, le gouvernement ne veut pas « faire un pas de plus », et n'entend pas retirer le Plan Fillon. Il maintient son calendrier pour l'adoption du texte : Conseil Supérieur de la Fonction Publique (CSFP) le 19 Mai, Conseil des Ministres le 28 Mai. Pourrait-on maintenant accepter des mesures qui conduisent à une régression totale de nos droits, à des baisses de pensions pouvant aller jusqu'à plus de 30%, c'est à dire à une « smicardisation » des retraites pour la plupart des personnels de l'INRA qui entendraient prendre leur retraite à 60 ans sans avoir demain 42 annuités, et peut-être 45 après-demain. Malgré les mensonges, chacun (pour des cas simples) peut faire le compte avec le tableau suivant :

2003 (actuel): traitement de référence (6 derniers mois)*nombre d'annuités*2
2008: traitement réf.(3 dernières années)*75%*(nb trimestres faits/160)- décote (3%*[40- nb annuités faites])
2012: traitement réf.(3 dernières années)*75%*(nb trimestres faits/168)- décote (5%*[42- nb annuités faites])

Après le 13 Mai, des catégories et services de plus en plus nombreux, éducation nationale, RATP, centres de tri, hôpitaux, dépôts SNCF, agents des impôts, ... ont décidé de continuer la grève pour obtenir le retrait pur et simple du projet Fillon. La plupart des Fédérations de Fonctionnaires (CGT, FO, FSU, UNSA, CFTC) appellent également à la grève et à manifester le 19 Mai, jour du CSFP.

A l'INRA, des Assemblées générales ont commencé à se tenir dans les Centres (Orléans, Clermont,...) pour débattre de la poursuite de la grève. **La CGT-INRA appelle les personnels à se réunir en Assemblées Générales dans tous les Centres dans les délais les plus rapides pour discuter de la poursuite de l'action pour aboutir au retrait du plan Fillon.**

**DES LORS QUE FILLON ET LE GOUVERNEMENT RAFFARIN
MEPRISENT LES EXIGENCES QUI MONTENT DE « LA RUE »,
QU'Y A T-IL D'AUTRE A FAIRE QUE LA GREVE TOTALE,
DANS L'UNITE PUBLIC-PRIVE, JUSQU'AU RETRAIT DU PLAN FILLON ?**